

Il faudra abolir les monopoles

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

6 juillet 2018

Emmanuel Macron a levé le voile sur ce que sera la politique Outre-mer de la France au cours des quatre prochaines années. Dans le discours qu'il a prononcé lors de la restitution des travaux des assises de l'Outre-mer le président de la République a parlé de développement économique. Il a annoncé la création d'un fonds "exceptionnel d'intervention" de 500 millions sur cinq ans et d'un dispositif d'intervention de 400 millions d'euros consacré à tout l'Outre-mer. Dans le même temps, le président de la République a annoncé la suppression de l'abattement fiscal de 30 % sur l'impôt sur le revenu. L'équivalent de 400 millions. Ce qui fait dire aux députés dominiens de l'opposition, qu'Emmanuel Macron entend faire financer la politique économique de l'Outre-mer par les ressortissants de l'Outre-mer. Les 40 % de vie chère versées aux fonctionnaires n'ont pas bonne presse non plus.

Il n'y aura pas de plans de convergence ou de programme de rattrapage comme préconisé par la loi égalité réelle votée sous François Hollande, mais l'accompagnement de projets "*des premiers de cordées*" comme l'a souligné dans un communiqué Victorin Lurel. Le changement de pied est évident. Il serait surprenant que la fibre archi-libérale d'Emmanuel Macron s'estompe sous les tropiques comme par enchantement. Rien n'autorise cependant de douter de la volonté du président de la République d'enclencher le développement économique. En revanche, galvaniser les initiatives, doper les innovations, n'ira pas de pair avec l'économie de monopoles en place depuis toujours.

Les multinationales de l'Hexagone ne sont pas les dernières à profiter des monopoles. Faut-il les citer ? Rompre avec les situations dominantes de grands groupes dans de nombreux secteurs de l'économie ne sera pas non plus chose aisée. Un seul exemple : une ville comme Reims compte 185 000 habitants, on y trouve une dizaine de concessionnaires Renault, autant de la marque Peugeot ou de BMW. En Guadeloupe tous les concessionnaires automobiles jouissent d'une exclusivité intégrale de

marque. Où est la concurrence chère à Emmanuel Macron et à... la législation européenne ? Le gouvernement va-t-il s'attaquer à cette économie basée sur la rente ? Chiche !